L'opposant congolais réfugié à Bujumbura est interdit de tout mouvement

RFI, 14 septembre 2012 Burundi : pour le gouvernement, Roger Lumbala « n'est pas libre de ses mouvements » Par la voix de Laurent Kavakure, le gouvernement du Burundi a officiellement, et pour la première fois, abordé jeudi 13 septembre le statut de l'opposant congolais Roger Lumbala [photo]. Au cours d'une conférence de presse à Bujumbura, le chef de la diplomatie burundaise a été clair : l'opposant congolais « n'est pas libre de ses mouvements ». Depuis quelques jours, Roger Lumbala s'était réfugié dans l'ambassade d'Afrique du Sud au Burundi. Il y a quelques jours, les secrets burundais étaient voulus rassurants et avaient annoncé publiquement que Roger Lumbala était « libre de quitter l'ambassade d'Afrique du Sud quand il le voulait et pour une destination de son choix ».

Mais l'opposant congolais, qui avait flairé un piège, s'était montré prudent et avait refusé tout net de quitter son pays selon ses proches. Le temps semble lui donner raison aujourd'hui, car le ministre burundais des Relations extérieures a été très clair sur son statut. « Il n'est pas libre de ses mouvements parce qu'il a un statut de requérant d'asile », a déclaré Laurent Kavakure. Le gouvernement de la République démocratique du Congo envisage dans les 48 heures, je pense, de déposer une demande d'extradition. Elle nous avait été exprimée verbalement. Maintenant si la République démocratique du Congo formule cette demande, nous allons l'analyser avec les différents partenaires concernés. Je pense qu'il est prématuré de dire ce qui sera issu des différentes discussions qui vont être engagées ». Que va faire le gouvernement burundais ? La République démocratique du Congo aurait livré depuis 2010 aux services burundais de sécurité des dizaines de combattants armés, dont des chefs rebelles basés dans l'est de la RDC, selon des sources concordantes. Kinshasa, qui accuse Roger Lumbala de « haute trahison » pour ses liens supposés avec la rébellion du M23 qui s'est développée dans l'est de ce pays, réclame aujourd'hui la rapatriation.